29 décembre 1672, sous la prévosté de M. Charier Labarge. Néanmoins deux ans après, sous celle de M. Demasso, il fut résolu qu'en considération d'une citerne que ledit sieur de Séverac avoit fait construire à Saint-Sébastien et qui pourroit être de quelque utilité au public en cas d'incendie, la réduction de la pension de 60 livres faite à celle de 40 n'auroit aucun effet à l'égard dudit sieur de Séverac, tant qu'il vivroit ou tiendroit la dite chapelle, mais seulement à l'égard de ceux qui luy succédroient. L'acte est du 19 février 1675.

Paul SAINT-OLIVE.

(A continuer.)